

Voici la suite de mon article sur « **l'immigration** », article qui sera publié en une seule fois et intégralement dans un prochain numéro de «

L'

**Action Sociale et Corporative**

», revue trimestrielle du

**Groupe d'Action Royaliste**

.

Aujourd'hui, **l'immigration reste un déracinement**, mais une dynamique s'est instituée, au-delà des « **appâts économiques** » hier proposés par les forces industrielles : désormais, ce sont aussi les avantages sociaux (sécurité sociale, allocations familiales...) qui jouent le rôle d'appâts pour les populations venues de pays en grandes difficultés économiques ou sociales ou en faiblesse politique (pays d'Afrique, par exemple), voire de pays dont le niveau de vie « à l'occidentale » reste modeste. Or, la mondialisation économique et ses conséquences sociales ont changé la donne ces deux dernières décennies : l'apparition d'un chômage qui n'est plus seulement conjoncturel, mais fondamentalement structurel, a entraîné une concurrence entre les travailleurs autochtones et les travailleurs immigrés, dont la pression (par leur simple présence et la baisse du nombre d'emplois disponibles) s'est trouvée fortement accrue, avec le soutien intéressé d'un certain patronat qui, là encore, cherche plus le profit immédiat que le bien-être social des salariés... Dans cette affaire, d'ailleurs, l'Union européenne fait preuve d'une grande constance « libérale », au nom d'une «

**liberté du travail**

» dont les travailleurs français savent parfois ce qu'elle leur a coûté en droits et libertés concrets ! L'appel régulier, par les chantres du libéralisme économique et du néo-nomadisme autant territorial que social, à «

**l'immigration comme recours**

», sur le plan du travail comme de la démographie («

**les immigrés vont payer nos retraites**

» (sic !), formule qui révèle, en fait, une véritable «

**traite des ventres**

», ignoble et suicidaire à la fois...), est la démonstration d'une grande duplicité de la part de ceux-là même qui ont renoncé à éradiquer le chômage et à améliorer les conditions de travail

et de vie des salariés tout en rognant, au nom des « ***nécessités économiques*** », sur les « **acquis sociaux** ».

Désormais, et de plus, au-delà des personnes immigrées elles-mêmes, se pose depuis plus d'une trentaine d'années la question parfois « chaude » de **la situation de leurs enfants, scolarisés et destinés à vivre leur vie d'adultes en France** malgré des difficultés plus marquées que les populations plus anciennement installées (que l'on dit « de souche », pour faire simple) pour trouver des emplois qualifiés ou, simplement, s'intégrer à la nation, en partager le destin historique et civilisationnel. En effet, **la concentration des populations étrangères autour de grands pôles industriels**, souvent en périphérie des centres urbains, **a entraîné un phénomène de pression communautaire sur les écoles**, normalement instruments de l'intégration mais en pleine crise de motivation et d'identité à partir des années 70 face à l'apparition des nouveaux médias (télévision puis, encore plus peut-être, internet...). Autant l'école a su intégrer (assimiler ?) durant un siècle des jeunes d'origine étrangère parce que leur nombre restait raisonnable et toujours largement inférieur à celui des enfants dits « de souche », autant, lorsque l'école s'est mise à douter de tout et de son propre rôle d'éducation, et lorsque la proportion d'enfants étrangers (ou nés de parents d'origine étrangère) est devenue largement supérieure à celle des enfants d'autochtones, l'institution scolaire n'a plus rempli son rôle d'accueil et d'intégration-assimilation. La multiplicité des origines, des comportements culturels, mais aussi des affirmations (ou réaffirmations) communautaires, conjuguée à la dévalorisation de l'école (parfois par les professeurs eux-mêmes – Mai 68 et son néo-rousseauisme ont fait des ravages – et par le Ministère de l'Education nationale, lourde bureaucratie incapable de s'adapter rapidement aux mutations contemporaines et de s'affirmer par rapport à elles), dévalorisation face aux grands médias et nouveaux modes de communication, plus « commodes » et plus « convaincants » (là encore, le rôle de l'internet est indéniable, après celui, désormais moins prégnant de la télévision), ont rendu l'intégration-assimilation classique des jeunes d'origine étrangère plus difficile, voire parfois presque impossible...

Dans le même temps, **ces jeunes, par le biais des médias de masse audiovisuels, ont adopté très nettement** et plus profondément parfois que les jeunes autochtones, **les modèles, les désirs et les rites de la société de consommation mondialisée**, comme l'avait pressenti il y a déjà plusieurs décennies Claude Lévi-Strauss...

Les conséquences sont, en définitive, dramatiques : les immigrés et leurs enfants, souvent en conflit entre eux (en partie à cause de la perte d'autorité du père, « dévalué » dans la société d'accueil pour de multiples raisons dont celle d'une « dévalorisation » sociale liée au travail même par rapport aux critères de la « réussite sociale » occidentale), n'ont plus de motivation à s'intégrer dans la société française traditionnelle et se créent leur « **propre espace différencié** », autonome

et autarcique, forme de «

**repli sur soi**

»

**peu propice à « l'inclusion sociale » dans la nation française**

. Peut-on parler de «

**ghettoïsation**

» ? En tout cas, on semble s'acheminer, dans certains cas, vers un processus de ce genre,

**processus de néo-tribalisation communautariste**

– et non seulement communautaire, ce qui n'est pas la même chose et n'aurait pas de caractère forcément négatif s'il s'agissait seulement d'une appartenance –

**et de « séparatisme culturel », au détriment de la cohésion nationale**

et de plus en plus souvent en opposition aux institutions sociales et stato-nationales ou aux populations autochtones, elles-mêmes parfois minorisées et marginalisées dans certaines cités de banlieues. Cela se traduit par

**une montée des violences urbaines, une augmentation des zones d'insécurité permanente**

, et en réaction (car

**ce n'est qu'une conséquence de la situation actuelle**

) par

**l'importance du vote Front National**

(et sa permanence depuis plus d'un quart de siècle, « réactivée » par la personnalité de Marine Le Pen), vote qui surfe sur les mécontentements légitimes (et récupérés par le FN) de populations françaises (parfois elles-mêmes d'origine étrangère) quasiment abandonnées par le pouvoir central, par la République... Quel gâchis !

(à suivre)